
Conclusion

Rosaire Garon

Une des crises identitaires les plus profondes qui aient secoué le Québec au cours du siècle dernier est, sans contredit, celle qui a éclaté avec la *Révolution tranquille* au début des années 1960 et qui couvait depuis plusieurs années. Elle a provoqué une mutation culturelle à un rythme rapide, presque sauvage. La génération de la *Révolution tranquille* est demeurée toutefois marquée par la culture classique dont elle est issue, en bonne partie en raison des institutions éducatives, culturelles et artistiques de l'époque qui la valorisaient. Avec le temps, cette culture a perdu de son influence et une culture de consommation courante, plus populaire et partagée par la classe moyenne, est apparue avec le développement des industries culturelles, des médias et des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Depuis quelques décennies, d'importants changements structureaux sont survenus dans la société québécoise. Parmi ceux-ci, signalons l'atteinte d'un niveau plus élevé de scolarisation, le développement de l'appareil étatique, la formation d'une petite bourgeoisie d'affaires, le gonflement de la classe moyenne et le vieillissement de la population. Ces tendances, et d'autres encore, ont transformé le paysage dans lequel s'effectuent les loisirs culturels de la majorité de la population.

Quelques grandes tendances déterminantes de l'avenir de la culture québécoise émergent : évolution, renouvellement et éclectisme des pratiques de type classique, vieillissement des publics et variations territoriales de la participation sur l'ensemble du territoire et dans l'île de Montréal.

■ Croissance et déclin de l'intérêt pour les formes classiques de culture

L'intérêt pour les formes classiques de culture est globalement à la baisse depuis 1989, alors qu'il avait connu une forte croissance auparavant.

Il y a d'abord eu un accroissement de la participation aux formes classiques de culture au cours de la décennie 1979-1989, puis une tendance à la baisse jusqu'en 2004, bien que cette décroissance soit variable d'un secteur à l'autre. Un changement radical s'est produit, après 1989, dans le modèle des loisirs culturels des Québécois : l'intérêt pour certaines formes classiques de la culture a nettement décru.

D'autres groupes sociaux obtenant de faibles scores au début de la période ont amélioré leur situation au cours de la décennie 1980. À terme, on assiste, d'une part, à une réduction des écarts entre les groupes sociaux quant à leur participation à la culture diffusée par les institutions culturelles et, d'autre part, à un abaissement des frontières entre culture savante et culture populaire. C'est là le double effet de la massification de l'éducation et de celle de la culture. Les marqueurs qui servaient à délimiter les territoires culturels de l'élite ont ainsi perdu de leur force. Aussi, la démocratisation de la culture s'est accomplie autant et même davantage par l'école devenue accessible au plus grand nombre et par les produits industriels disponibles sur le marché que par le travail de diffusion des institutions culturelles. Le marketing aidant, les industries culturelles et les médias ont acquis, à partir des années 1980, une légitimité sociale. Ces nouveaux acteurs industriels sur la scène culturelle ont eu pour effet de minorer la culture savante et de valoriser la production culturelle contemporaine d'origine québécoise. De nouvelles références identitaires ont été établies, qui trouvaient des assises plus populaires notamment parmi la classe moyenne montante.

■ L'éclectisme comme nouvelle forme de distinction sociale

Le phénomène qui vient d'être décrit, soit la baisse de l'intérêt pour certaines formes de culture classique, ne signifie aucunement une baisse d'intérêt pour la culture. Au contraire, son champ s'étant considérablement diversifié, les occasions et les modalités de participation se sont elles aussi amplifiées. Il en résulte maintenant que les différences sociales dans la participation aux activités culturelles se situent moins dans les formes autrefois hautement valorisées que dans le cumul et la diversité des pratiques.

On observe une mixité des genres dans l'espace de la consommation culturelle, une diversification des formes de participation et une multiplication des expériences.

Cette diversification est plus manifeste pour les activités qui se déroulent dans l'espace public, comme c'est le cas dans la fréquentation des établissements culturels et dans les sorties au cinéma ou au spectacle. Mais elle persiste également dans l'univers des

loisirs domestiques. La scolarité demeure toujours l'une des variables les plus déterminantes dans la formation des habitudes culturelles au Québec. C'est par l'école, plus que par le milieu d'origine, qu'une grande partie de la population québécoise acquiert un capital culturel et une mobilité sociale.

■ Le vieillissement des publics

À l'exemple de la population québécoise, le consommateur de produits culturels prend de l'âge. En outre, la moyenne d'âge du public grimpe, dans certains cas, en raison de la génération des baby-boomers qui amplifie sa consommation culturelle. D'autres cas sont le signe d'un phénomène plus grave : le vieillissement du public se fait plus rapidement que celui de la population parce que la demande fléchit chez les plus jeunes. Cela met en lumière la difficulté de la relève des publics, de leur renouvellement par les jeunes générations, et soulève le problème de la survie des institutions et des organismes touchés.

■ Le lectorat

Le lectorat des quotidiens et des revues et magazines a vieilli de quatre ans au cours de la période allant de 1989 à 2004. Cette augmentation en âge se croise avec une forte déperdition de lecteurs chez les générations plus jeunes. Manifestement, il n'y a pas de régénération du bassin des lecteurs de quotidiens et des revues et magazines. Les jeunes vont chercher dans des sources électroniques, Internet en particulier, l'information dont ils ont besoin, alors que cette tendance est moins forte chez les personnes plus âgées. Le cas du livre est un peu différent. Il y a un vieillissement réel du lectorat, quatre ans également. Mais cela est attribuable en bonne partie au regain de la lecture de livres, depuis 1994, qui se manifeste chez les baby-boomers.

■ Le public des arts d'interprétation

Dans le domaine des arts d'interprétation, l'évolution de 1989 à 2004 révèle un phénomène de vieillissement accéléré qui touche toutes les disciplines, ce qui soulève, de façon cruciale, le problème du renouvellement de leur public. Il y a une réelle rupture générationnelle à l'égard du spectacle vivant, du moins du spectacle dans ses formes plus traditionnelles. L'auditoire le plus âgé se rencontre aux concerts classiques, aux théâtres d'été et aux concerts westerns. Il a 50 ans, en moyenne, en 2004.

Les autres genres de spectacles – théâtre en saison, concert rock, concert de chansonnier, humour, danse classique et moderne – n'échappent pas à la tendance.

■ Les cinéphiles

Le cas du cinéma est particulier. Même si l'âge moyen de son auditoire s'est accru de plus de six ans, cela n'est aucunement attribuable à un retrait des plus jeunes. Au contraire, ceux-ci n'ont jamais été aussi nombreux à le fréquenter. Si l'auditoire est plus vieux de six ans, c'est en raison des générations plus âgées qui ont multiplié leurs sorties au cinéma. En effet, le taux de fréquentation a grimpé de près de 25 points en 15 ans et les gains les plus substantiels ont été réalisés auprès des 25 ans et plus.

■ Les publics des équipements culturels

L'avancement en âge de la clientèle des équipements culturels progresse au rythme de la population et même, à l'occasion, se fait plus lentement. En outre, leur fréquentation s'est accrue. Globalement, le vieillissement des publics dans ce cas-ci, à l'inverse du spectacle, est plutôt le signe d'une plus grande rentabilité sociale et d'un meilleur partage de l'usage du parc des équipements culturels entre les différentes générations.

■ Le risque d'un clivage intergénérationnel

Depuis sa jeunesse, la génération des baby-boomers a joué un rôle déterminant dans la demande culturelle, et on prévoit qu'elle continuera de le faire durant une ou deux décennies. En effet, l'abandon des sorties culturelles se fait maintenant de plus en plus tardivement. Ce n'est qu'après 75 ans que la fréquentation des établissements culturels et les sorties au spectacle baissent de façon frappante. Le grisonnement des assistances va donc se poursuivre et le problème de la relève du public des arts d'interprétation risque de s'aggraver au cours des prochaines années. De plus, la maturation de la génération des baby-boomers, sa forte présence sur le marché de la culture et son avantage démographique risquent d'infléchir à son profit le profil de la demande culturelle et d'accentuer les clivages intergénérationnels entre les univers culturels. Les jeunes, plus réceptifs aux produits novateurs des industries de la culture et des communications, ont un catalogue de pratiques culturelles différent de celui de leurs aînés. À ce titre, l'enquête sur les pratiques culturelles ne rend pas toujours justice aux jeunes, car elle oublie ou fait peu de cas d'activités qui ont pour eux une forte connotation identitaire et qui servent à tisser des liens sociaux : leurs sorties dans les établissements commerciaux, l'utilisation de la messagerie instantanée, du « portable » et du lecteur numérique, pour n'en nommer que quelques-unes. La prochaine enquête permettra de mieux tenir compte de ces nouvelles tendances.

■ La fracture territoriale dans la pratique culturelle

La géographie du Québec amène un défi à la diffusion culturelle. Les données de l'enquête de 2004 viennent confirmer la persistance des écarts entre les régions selon leur position géographique par rapport aux grands centres.

L'indicateur de diversité des pratiques culturelles de 2004 est sensible à la dimension territoriale. Il montre que les taux diminuent au fur et à mesure que l'on s'éloigne de Montréal et de Québec, là où l'éclectisme est le plus manifeste. Il va sans dire que l'offre culturelle y est pour quelque chose. Les pratiques domestiques, les sorties et les pratiques engagées sont pratiquées sensiblement de la même façon sur tout le territoire.

Ce n'est pas l'accès aux équipements culturels eux-mêmes qui fait défaut en région. Ce serait plutôt leur programmation et l'éventail de leurs produits et services. Par contre, les pratiques domestiques (écoute des médias électroniques, écoute musicale, lecture, navigation sur Internet), tout comme les pratiques engagées (bénévolat, philanthropie, perfectionnement artistique, pratique en amateur), sont moins assujetties à la programmation des salles de spectacle et des lieux d'exposition ou encore aux services offerts par les autres équipements culturels. Il faut chercher ailleurs que dans l'offre

institutionnelle et commerciale les causes de ces différences comportementales entre les grands centres et le reste du territoire. Les variables sociodémographiques n'épuisent pas, non plus, les raisons explicatives de ces différences. Peut-être que la dynamique culturelle propre aux grandes villes est plus propice à l'investissement dans les loisirs culturels, lequel serait lui-même favorisé par la sociabilité citadine et la diversification des modes de vie (qualité de vie), l'hyperactivité, l'intensité des communications et l'importance de la vie hors du foyer.

La fréquentation du spectacle, du cinéma et des autres établissements culturels (les musées, les bibliothèques, les librairies, les centres d'archives ainsi que les salons du livre et des métiers d'art) peut être vue comme une mesure d'appropriation de l'espace culturel public par la population. Cette appropriation est un geste de citoyenneté culturelle qui contribue à la formation du sentiment identitaire et à la cohésion sociale, autrement dit à la formation de l'identité culturelle collective. L'examen qui vient d'être fait des données régionales des pratiques culturelles soulève la question du développement de cette identité en dehors des grandes agglomérations et de l'intelligence que l'on peut avoir de son patrimoine culturel.

■ La diversité de la pratique dans les parties de l'île de Montréal

La pratique culturelle n'est pas homogène sur l'île de Montréal et, selon que l'on habite sa partie ouest, sa partie centre ou sa partie est, les loisirs culturels prennent des configurations différentes.

La population de la partie est n'a pas un portefeuille d'activités aussi garni que celle du reste de l'île. Différentes raisons peuvent être avancées pour expliquer cet écart. Il y a une distribution inégale des centres de production et des lieux de diffusion sur l'île, la plus forte concentration se trouvant au centre. Cela n'explique cependant pas pourquoi la participation dans l'ouest atteint un niveau comparable à celle du centre. Outre l'offre, des facteurs socioéconomiques jouant sur la consommation sont à prendre en considération, en particulier le niveau de scolarité et le revenu, deux variables fortement discriminantes sur le territoire dans le cas présent. Or, la population de l'est comprend une proportion nettement plus élevée de personnes qui n'ont pas fait des études supérieures, et le revenu des ménages y est inférieur à celui de l'ouest notamment.

La différenciation des pratiques sur l'île de Montréal ne se limite pas seulement aux pratiques du type classique. Elle s'observe également pour l'ensemble des activités de loisirs culturels.

■ La pratique culturelle à Montréal selon les communautés linguistiques et la population d'immigration récente

On ne saurait terminer cette analyse de Montréal sans parler, même si ce n'est que brièvement, des conditions de la pratique culturelle parmi les communautés linguistiques et parmi la population d'immigration récente. Les pratiques du type classique sont plus fréquentes parmi la population dont la langue d'usage est le français et

l'anglais que parmi les allophones. Ces derniers accusent également un déficit général quant à l'éclatisme de leurs loisirs culturels. Cela est manifeste à l'égard des sorties culturelles. Ils vivent plus en retrait des lieux publics de la culture, alors que les francophones et les anglophones les occupent largement. Il se peut que l'offre réduite de produits culturels présentés dans la langue des communautés culturelles dans les institutions culturelles et sur le marché commercial soit un obstacle à leur pleine participation à la vie culturelle collective. Ou encore, les modalités d'expression culturelle collectives ne s'harmonisent peut-être pas avec leurs valeurs et leur culture d'origine. Il demeure toutefois que cette absence relative des allophones sur la place publique de la culture freine l'expression de leur citoyenneté culturelle et peut avoir un impact sur leur sentiment d'appartenance à la culture québécoise, voire à leur pleine intégration à la collectivité montréalaise et québécoise.

Les anglophones ont un niveau plus élevé de pratiques engagées, en particulier pour le bénévolat et la philanthropie. Les francophones pour leur part sont plus portés vers les pratiques artistiques en amateur et le perfectionnement artistique. Enfin, en ce qui concerne les loisirs domestiques, les anglophones leur accordent moins d'importance que les francophones. Ils consacrent moins de temps à l'écoute de la radio, de la télévision, à la lecture de périodiques et à l'usage d'Internet.

■ Les déterminismes sociaux, la participation culturelle et l'accélération du changement

Les mécanismes de stratification sociale, en particulier le niveau de scolarité et le revenu, conduisent à une hiérarchisation des pratiques parmi les groupes sociaux. Il en résulte qu'une partie importante de la population, estimée au tiers environ, développe un éventail de pratiques culturelles plus restreint. Il s'agit plus fréquemment de personnes âgées, moins scolarisées et plus pauvres.

Le lieu d'habitation est également un facteur qui intervient dans la formation du programme de loisir. Selon que l'on habite un grand centre ou en région, les chances de se constituer un univers culturel élargi varient. À Montréal et à Québec, la population peut s'adonner à plusieurs activités différentes, l'offre aidant. Il en est différemment dans les régions éloignées. Même sur le territoire de Montréal, il existe des configurations variées et des niveaux différents de participation.

Ces éléments d'analyse, bien incomplets, soulèvent tout de même la question fondamentale du rôle de la culture dans la formation et le renouvellement du sentiment identitaire, tant à l'intérieur du tissu social que sur l'ensemble du territoire. Ils démontrent également l'importance de la participation aux activités culturelles à caractère public dans l'expression de la citoyenneté culturelle, la rentabilité sociale résultant de l'usage des infrastructures culturelles et le développement d'une cohésion sociale consécutive à la participation publique des citoyens à la vie culturelle. Les changements démographiques qui se sont produits et ceux qui s'annoncent ne sont pas sans semer l'inquiétude quant à l'amplification du déséquilibre intergénérationnel sur le marché de la consommation culturelle et quant au renouvellement du public institutionnel. Également, l'identité culturelle des Québécois est susceptible de se transformer sous l'effet de changements se produisant dans la sphère privée de l'usage du français, à

Montréal notamment, tout comme du français comme langue de consommation des produits culturels. Enfin, les technologies de l'information et de la communication amènent aussi leur lot de défis. Les médias électroniques et les nouvelles technologies de l'information et de la communication tiennent une place de plus en plus grande dans la formation du sentiment identitaire. La place considérable des écrans dans les pratiques de loisir change le rapport à l'écrit et est susceptible de modifier le rapport au savoir. La fin du 20^e siècle a été riche en changements dans la vie culturelle quotidienne des Québécois. Les facteurs sociaux, démographiques et technologiques qui en sont à l'origine promettent une accélération de ces changements au cours des prochaines décennies.

